

COMMUNIQUÉ DE LA DÉLÉGATION DES ONG
DU CCP HYBRIDE 50^e RÉUNION DU CONSEIL
DE COORDINATION DU
PROGRAMME DE L'ONUSIDA
(CCP)



21-24 JUIN, 2022

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Ordre du jour 1.3: Rapport de la Directrice Exécutive	4
Ordre du jour 1.4: Rapport du Président du Comité des Organismes Coparrainants	5
Ordre du jour 2: Suivi du débat thématique de la 49 ^e Réunion du CCP	6
Ordre du jour 3: Leadership dans la riposte au Sida	7
Ordre du jour 4: Cadre Unifié du Budget, des Résultats et des Responsabilités (UBRAF) 2016-2021	8
Ordre du jour 5: Matrice d'indicateurs pour l'UBRAF 2022-2026 et des indicateurs, des jalons, des cibles et des sources de données pour le Plan de Travail et le Budget 2022-2023	9
Ordre du jour 6: Mise à jour sur les questions stratégiques de gestion des ressources humaines	10
Ordre du jour 7: Déclaration du Représentant de l'Association du Personnel de l'ONUSIDA	11
Ordre du jour 8: Rapports de Surveillance Organisationnelle Indépendants et Réponse de la Direction	12
Ordre du jour 10: Débat thématique: Apprentissage positif: exploiter le pouvoir de l'éducation pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH, autonomiser les jeunes et fournir une riposte globale au VIH	13

Introduction

Aleksey Lakhov, Délégué pour l'Europe



La 50^e réunion du CCP a été marquée par des changements importants dans la structure de l'ONUSIDA, y compris ceux liés au sous-financement continu du Programme Commun, à la guerre en Ukraine, qui affecte non seulement la région de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale, mais le monde entier, et appelle les donateurs à augmenter le financement de la riposte mondiale au VIH/Sida.

La délégation des ONG a été renouvelée presque complètement avant cette réunion, en acceptant sept nouveaux délégués dans ses rangs. Grâce au soutien des "pairs seniors" et du CCF, ils ont pu se mettre à niveau et s'impliquer dans une discussion active des points de décision dans les salles de rédaction.

Les travaux sur ce dernier point ont exigé du dévouement et de l'attention de la part des délégués, mais leur persévérance a porté ses fruits: un certain nombre de propositions de la Délégation ont été incluses dans le [Document de décisions](#) de la 50^e réunion du CCP. Les décisions elles-mêmes ont été prises par consensus, ce qui était un grand mérite du président-le représentant de la Thaïlande, le pays qui accueillera la 51^e Réunion du CCP en décembre 2022.

L'un des points de décision de la 50^e réunion du CCP a porté sur la création d'une équipe de travail informelle inclusive sur les options pour résoudre la crise de financement immédiate pour l'exercice biennal 2022-2023. L'un des représentants de la délégation des ONG fera partie intégrante de cette équipe.

Ordre du jour 1.3: Rapport de la Directrice Exécutive

Aleksey Lakhov, Délégué pour l'Europe

Le [rapport](#) de la Directrice Exécutive, Winnie Byanyima, s'est concentrée sur le contexte plus large et difficile auquel est confronté sur la riposte mondiale au Sida, comme la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine et d'autres crises humanitaires, et le ralentissement



économique mondial, sur la manière dont l'ONUSIDA cherche à faire face à cette réalité en évolution rapide, sur les perspectives financières de l'ONUSIDA, sur le processus de transformation actuellement en cours pour l'ONUSIDA.

La Directrice Exécutive a fait une mention spéciale du ralentissement général des progrès dans la réduction des nouvelles infections à VIH à l'échelle mondiale et dans davantage de régions où les épidémies de VIH augmentent, de la vulnérabilité particulière des populations clés dans le contexte de crise, ainsi que des flambées de violence sexiste, de mariages forcés et d'enfants et de grossesses d'adolescentes causées par COVID-19.

L'[intervention](#) de l'ONG Europe a été centrée sur la guerre en cours en Ukraine et ses effets dévastateurs sur les communautés de la région. Il a été noté que cette guerre aura des conséquences profondes pour toute la région de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale.

En outre, la question de l'adoption de la Stratégie Mondiale du Secteur de la Santé sur le VIH, l'hépatite virale et les IST a été soulevée. Plus précisément, il a été mentionné qu'il y avait beaucoup de débats sur le libellé de cette stratégie et que seuls 61 pays l'ont votée.

Ordre du jour 1.4: Rapport du Président du Comité des Organisations Coparrainantes

Charanjit Sharma, Délégué pour l'Asie et le Pacifique



Le rapport du CCO a été apprécié et les organisations coparrainantes ont été remerciées pour leur travail dur. Ces actions initiées doivent être de la plus haute priorité et constituent un programme transversal fondamental pour mettre fin au Sida, puisque parler du VIH implique de mettre fin aux inégalités, comme le stipule la Stratégie Mondiale de Lutte contre le Sida. Et, pour cela, nous célébrons

l'Initiative de Stratégies Mondiales mise en œuvre par le CCO. Nous avons constaté la valeur ajoutée des coparrainants dans les programmes de lutte contre le VIH, en particulier dans les pays où les bureaux de l'ONUSIDA n'existent plus. Nous avons vu les coparrainants s'engager davantage auprès des populations clés et prioritaires et faire entendre leur voix auprès du gouvernement. Cependant, le travail du Programme Commun et des coparrainants est actuellement sous-financé.

L'ONUSIDA donne l'exemple de bonnes pratiques participatives dans les processus de prise de décision, pour lesquelles un Programme Commun faible enverra un message erroné aux programmeurs et aux communautés du monde entier, ne pouvant pas respecter les mêmes engagements requis aux niveaux régional et national pour mettre fin au Sida.

En ce qui concerne la stigmatisation et la discrimination des personnes vivant avec le VIH, des femmes et des filles et des populations clés, la présence dans le pays du Programme Commun est essentielle pour "évaluer et mettre à l'échelle des politiques et des pratiques innovantes sur la voie de l'élimination des lois punitives et discriminatoires, y compris la criminalisation". Par conséquent, en soulignant l'importance de diversifier les ressources de financement pour soutenir et renforcer l'ONUSIDA et la riposte au VIH dans le monde entier. Cette situation est préjudiciable au Programme Commun et constitue une menace pour la riposte au VIH.

Enfin et surtout, le principe de la GIPA et "rien sur nous sans nous", et que la riposte au VIH doit impliquer de manière significative la société civile, les populations clés et prioritaires et les communautés touchées.

Ordre du jour 2: Suivi du débat thématique de la 49^e Réunion du CCP

Jumoke Patrick, Déléguée pour l'Amérique Latine et les Caraïbes

Les données et la technologie sont d'une importance fondamentale pour la riposte mondiale au VIH, en particulier lorsqu'il s'agit de relier les personnes aux soins et de s'assurer que nous atteignons les personnes là où elles se trouvent avec des services de traitement et de soins. Le CCP et les présentateurs



souhaitaient que les points de décision reflètent et soutiennent le besoin de données opportunes, précises et désagrégées pour bien comprendre et utiliser les données pour les programmes spécifiques aux régions et aux pays. De plus, la rationalisation des données s'est avérée très importante.

La délégation des ONG ainsi que certains États membres se sont vivement demandés si les pays mettaient en place des protections suffisantes dans les systèmes de données, en particulier pour les communautés marginalisées et criminalisées. Au cœur des discussions au conseil d'administration figurait la nécessité pour le CCP de reconnaître que la protection des données et la vie privée des personnes vivant avec le VIH et des groupes de population clés devraient être intégrées dans les ripostes régionales et nationales pour les communautés. De même, la sécurité et la protection des données sont importantes, en particulier dans les pays qui interdisent encore les relations homosexuelles et les pays qui continuent de faire preuve de niveaux élevés de stigmatisation et de discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH.

La délégation des ONG, par le biais de ses consultations et de son plaidoyer au sein du CCP, a été soutenue par le reste du CCP lorsqu'elle a proposé des ajouts aux points de décision faisant référence aux politiques de protection des données. La délégation des ONG estime que ces politiques renforceront et soutiendront la protection des personnes vivant avec le VIH et des membres des communautés marginalisées, vulnérables et ayant besoin de protection.

Ordre du jour 3: Leadership dans la riposte au Sida

Cecilia Chung, Déléguée pour l'Amérique du Nord



Le Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA a invité la direction du Fonds Mondial, Peter Sands, et le coordinateur mondial du PEPFAR pour le Sida nouvellement nommé aux États-Unis, Dr John Nkengasong, à s'adresser au conseil sur l'état de la riposte mondiale au Sida.

Peter Sands et le Dr Nkengasong ont tous deux parlé de l'importance d'un Fonds Mondial entièrement reconstitué et d'une ONUSIDA entièrement financée. La délégation des ONG a profité de cette occasion pour souligner le travail inachevé aux États-Unis avec la Cour Suprême fixant les droits sexuels et reproductifs 50 ans en arrière et la discrimination continuée contre les personnes trans. Les objectifs 2025, 2030 et 10/10/10 n'auraient aucun sens si les dirigeants et les États membres ne poussaient pas plus fort pour des changements.

Ordre du jour 4: Cadre Unifié du Budget, des Résultats et des Responsabilités (UBRAF) 2016-2021

Mubanga Chimumbwa, Délégué pour l'Afrique

La 50^e réunion du CCP s'est tenue en hybride à la fois en personne et virtuellement après 2 ans de pandémie de COVID-19. Et l'un des rapports critiques est le rapport financier pour la période de mise en œuvre 2016-2021. Le rapport montre que le Programme Commun de



l'ONUSIDA est confronté à des défis financiers malgré les engagements pris au cours des dernières années. Il existe des preuves significatives que le Programme Commun de l'ONUSIDA est sous-financé avec une estimation de 25 millions de dollars en dessous du seuil inférieur approuvé de l'UBRAF actuel.

Le rapport montre également que le Programme Commun de l'ONUSIDA perd environ 12 millions de dollars au taux de change du marché par an. Il est très regrettable que les tendances de financement soient troublantes, en particulier en ce moment critique, avec COVID-19. La plus grande implication est que sans un Programme Commun de l'ONUSIDA entièrement financé, le Fonds Mondial et d'autres programmes de lutte contre le VIH au niveau des pays n'atteindront pas les objectifs visés en comblant les lacunes des communautés, des populations clés et des jeunes femmes.

Ordre du jour 5 : Matrice d'indicateurs pour l'UBRAF 2022-2026 et des indicateurs, des jalons, des cibles et des sources de données pour le Plan de Travail et le Budget 2022-2023

Christian Hui, Délégué pour l'Amérique du Nord



La délégation des ONG a intégré les commentaires des personnes vivant avec le VIH, des membres des populations clés et prioritaires, et de la société civile de la région nord-américaine et de la consultation mondiale de la société civile, dans leur [intervention](#).

Les deux points de décision proposés par la délégation des ONG ont été acceptés. Le premier point de décision a salué l'engagement des experts en évaluation de la société civile au sein du groupe de travail de l'UBRAF et a reconnu le Programme Commun pour son expertise technique dans l'élaboration d'un cadre de suivi et d'évaluation. Le deuxième point de décision a souligné qu'un UBRAF entièrement financé, le Secrétariat de l'ONUSIDA et le Programme Commun sont essentiels pour soutenir l'ONUSIDA et le Programme Commun dans la réalisation des nouveaux objectifs de la matrice d'indicateurs de l'UBRAF, ainsi que pour contribuer à la réalisation des objectifs de la Stratégie Mondiale de Lutte contre le Sida 2021-2026. En particulier, l'accent devrait être mis sur le financement adéquat de la surveillance dirigée par la communauté et des interventions dirigées par les jeunes.

Grâce à des efforts de lobbying, les États-Unis et le Canada ont inclus la nécessité d'une collecte de données dirigée par la communauté et de la lutte contre les inégalités systémiques et structurelles auxquelles sont confrontées les jeunes femmes et les filles en Afrique, ainsi que les Noirs, les Autochtones et les Personnes de Couleur dans le monde entier dans leurs interventions.

Ordre du jour 6: Mise à jour sur les questions stratégiques de gestion des ressources humaines

Gastón Devisich, Délégué pour l'Amérique Latine et les Caraïbes

Le rapport présenté à la 50^e Réunion du CCP a abordé la situation actuelle des ressources humaines à l'ONUSIDA. La délégation des ONG, les coparrainants et l'EM ont reconnu le dévouement et la flexibilité du personnel et ont convenu que la nouvelle structure organisationnelle



et la gestion matricielle et la décentralisation des fonctions contribueront à accroître l'efficacité et les économies de coûts sans entraver l'efficacité. Un processus qui devrait se poursuivre avec une approche centrée sur le genre et la diversité. Toutefois, sans un UBRAF entièrement financé, le Programme Commun et le soutien essentiel à la lutte contre le VIH seront gravement affaiblis, ou même cesseront d'exister.

La délégation des ONG a également souligné que la confiance entre la Haute Direction et le personnel de l'ONUSIDA doit être pleinement rétablie. L'USSA a indiqué que le personnel avait estimé qu'il n'y avait pas suffisamment d'engagement et d'information de sa part sur les effets du réalignement, ce qui a considérablement affecté le bien-être du personnel. Étant donné que cela devient un défi important en matière de gestion du changement, le CCP souhaiterait des mises à jour sur les stratégies mises en place pour résoudre ce problème.

Le Programme Commun a toujours été fidèle à l'implication complète de toutes les parties prenantes dans tous les processus décisionnels, et cela doit également inclure son personnel. Néanmoins, un changement culturel transformateur prendra du temps et ce n'est qu'avec une ONUSIDA forte, dévouée, sûre, transparente et réactive, entièrement financée, que nous pourrons remplir les engagements de la Stratégie Mondiale de Lutte contre le Sida.

Ordre du jour 7: Déclaration du Représentant de l'Association du Personnel de l'ONUSIDA

Jumoke Patrick, Déléguée pour l'Amérique Latine et les Caraïbes



La déclaration de l'USSA à la 50e réunion du CCP continue de soulever des préoccupations et des problèmes affectant le personnel de l'ONUSIDA au Secrétariat et le personnel des régions et des pays du monde entier. Si les problèmes et les défis découlent de la pandémie de COVID, du processus de réalignement, des déficits de financement et des préoccupations et craintes concernant la capacité de la direction à gérer efficacement les défis.

Il est important de noter que la direction de l'ONUSIDA a été félicitée pour avoir mis en place de nombreuses mesures visant à améliorer la culture organisationnelle de l'ONUSIDA et à prévenir et combattre le harcèlement, notamment en fournissant un conseiller du personnel tout en reconnaissant que davantage peut être fait.

La délégation des ONG a reconnu que pour de nombreuses réunions du CCP, les problèmes soulevés dans les déclarations de l'USSA sont récurrents et, sur la base du rapport, ne semblent pas partager le point de vue selon lequel des changements positifs ou une meilleure relation de travail sont favorisés pour une ONUSIDA meilleure et plus productive. Cela a été très préoccupant pour la délégation des ONG qui, en tant que groupe de personnes, dépend du partenariat de collaboration avec le personnel et la direction de l'ONUSIDA pour que son travail en faveur des personnes vivant avec le VIH et touchées par le VIH ait un impact. Les deux (la direction et le personnel) doivent être plus ouverts à la résolution des problèmes tout en se tenant mutuellement responsables de l'ONUSIDA. Celui qui améliorera le moral et la confiance du personnel, et s'attaquera aux injustices et aux inégalités, afin qu'ensemble, ils puissent faire des progrès puissants dans la riposte au VIH et dans la mise en œuvre d'une Stratégie Mondiale progressive contre le Sida.

Ordre du jour 8: Rapports de Surveillance Organisationnelle Indépendants et Réponse de la Direction

Midnight Poonkasetwattana, Déléguée pour l'Asie et le Pacifique

Quatre rapports de surveillance organisationnelle ont été présentés et discutés. La délégation des ONG a accueilli avec satisfaction tous les rapports, en soulignant les développements positifs et les initiatives encourageantes prises pour répondre aux griefs du personnel, tout en



notant que l'Enquête Mondiale du Personnel a montré qu'un faible pourcentage de membres du personnel étaient convaincus qu'ils ne subiraient pas de conséquences néfastes s'ils signalaient un cas de comportement abusif.

La délégation des ONG a suggéré d'accélérer le suivi des recommandations de l'audit interne en suspens depuis longtemps, et l'équipe de direction de l'ONUSIDA veille à un financement durable de ses programmes de base, cet indicateur des droits de l'homme devant être inclus dans le nouvel UBRAF.

La délégation des ONG aimerait également voir une amélioration de la confiance du personnel dans le fait qu'il ne subirait pas de conséquences néfastes s'il signalait un cas de comportement abusif dans la prochaine Enquête Mondiale du Personnel.

Ordre du jour 10: Débat thématique: Apprentissage positif: exploiter le pouvoir de l'éducation pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH, autonomiser les jeunes et fournir une riposte globale au VIH

Iwatutu Joyce Adewole, Déléguée pour l'Afrique



Le 50^e débat thématique était opportun compte tenu du sous-financement continu et des défis auxquels sont confrontées les organisations et initiatives dirigées par des jeunes.

Il s'est ouvert par un discours liminaire percutant de Yana Panfilova, qui a plaidé en faveur des adolescents et des jeunes touchés par la crise en Ukraine et dans d'autres contextes humanitaires. La session a compris de jeunes panélistes des régions Amérique, Asie et Afrique Ralph, Joyce, Erika et Elena. Ces jeunes conférenciers représentent les différents groupes de jeunes. Ils ont discuté des défis liés au leadership des jeunes, au financement, à l'éducation sexuelle complète et aux jeunes populations clés, ainsi qu'à l'inscription des filles à l'école.

Dans l'[intervention](#) faite par la délégation des ONG, nous avons souligné la nécessité de rendre l'école plus sûre pour les adolescents et les jeunes dans toute leur diversité, d'éliminer la stigmatisation, la discrimination et la violence en milieu scolaire, de promouvoir et de mettre pleinement en œuvre une éducation sexuelle complète pour les jeunes scolarisés et non scolarisés et en mettant l'accent sur le fait de faire des jeunes des co-leaders et des partenaires égaux dans la riposte au Sida. Dans une autre [intervention](#) par la délégation des ONG l'importance de renforcer la réponse menée par les jeunes, l'éducation par les pairs pour améliorer l'approche intersectionnelle de la réponse menée par les jeunes a été soulignée.